



## **Déclaration liminaire des élus FO-DGFIP 64 au CTL du 14 juin 2022.**

Monsieur le Président,

Le 18 mai dernier, par message sur Ulysse, le Directeur Général nous annonçait une grande campagne de « brainstorming » associant les agents aux fins de se doter « *ensemble d'une nouvelle feuille de route, qui définira des perspectives claires et partagées pour l'ensemble de nos métiers et de notre organisation, et qui pourra être le cadre d'un futur nouveau Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM).* »

Pour le coup, il s'agit bien d'une opération de COM. Après avoir démantelé le réseau à coup de suppressions de postes et services, d'emplois, de missions, il est demandé désormais aux agents de trouver des solutions.

Cela pourrait se résumer ainsi : « Dites-nous ce dont vous avez besoin, on vous dira comment vous en passer ».

Nous alertons nos collègues sur la participation à ce « tournez-méninges » qui, sous prétexte de donner la parole aux agents, sera surtout et avant tout pour l'administration une caution afin de valider ses nouveaux projets, regrouper les services, densifier, spécialiser, digitaliser, privatiser, plateformiser, régionaliser et plus si affinités.

Quant aux « perspectives claires et partagées » nous en avons été témoins avec la connaissance, par voie de presse, du projet du NRP local le 6 juin 2019 et par la suite la divulgation de son guide méthodologique sur la communication à l'endroit des élus et des agents !

De la même manière, interrogez les collègues qui reçoivent une missive administrative leur faisant l'injonction de formuler une demande de mutation en raison de la suppression de leurs postes. Sans compter ceux et celles qui s'investissent sans aucune reconnaissance professionnelle par le biais de la notation, des promotions.

Par contre, Monsieur le Président, nos collègues souscriraient volontiers à une augmentation du point d'indice. 1,2 % seulement d'augmentation en 12 ans alors que la moyenne dans le privé tournait autour de 2 %/an.

Ce n'est plus une « reconnaissance » comme le laisse entendre nos ministres, mais bien un dû !

Interrogez nos collègues sur leurs conditions de travail après regroupements des structures et en général. Il n'y a jamais eu autant de souffrances au travail, de tensions, de maladie et de burn-out ! En conséquence, les agents sollicitent des adaptations d'horaires d'ouverture, non pas par perte du sens du service public, mais parce que cela reste la seule alternative pour pallier les suppressions d'emplois et le surcroît de travail occasionné.

Quant à l'usager en zone rurale qui voit au fil du temps disparaître l'ensemble de ses services publics, qu'il se rassure, la Dgfip lui permettra gracieusement de donner son avis sur une tablette.